

De quelques savoirs injustifiables socialement

Catherine Mavrikakis

Number 241, Summer 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67219ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Mavrikakis, C. (2012). De quelques savoirs injustifiables socialement. *Spirale*, (241), 7–9.

De quelques savoirs injustifiables socialement

PAR CATHERINE MAVRIKAKIS

Au Québec, ce printemps 2012 aura été celui de la lutte contre la hausse des droits de scolarité et de l'engagement de très nombreux étudiants dans une cause juste, qui leur tenait à cœur. Alors que le mouvement étudiant battait son plein, le carré rouge fit son apparition dans la rue, sur les t-shirts, les foulards et les chapeaux, et puis aussi sur Facebook. Là, ce fut comme un virus. Les réseaux devinrent carmin et les visages des vrais ou des faux amis disparurent, remplacés par ces formes à la couleur de la révolution.

Le carré rouge, il était de bon ton de le porter fièrement, d'en faire son identité sociale et de montrer ainsi sa solidarité, son engagement envers les étudiants. Les rues furent occupées, les manifestations se multiplièrent. Les pétitions de toutes sortes circulèrent, tentant ainsi de montrer que le nombre l'emporterait et que la victoire était possible. Si, bien sûr, les professeurs du Québec, tant au secondaire, au collégial qu'à l'université ont soutenu, avec courage et force, les mouvements étudiants, les universitaires ont, à mon avis, peu tenté de réfléchir à leur position très problématique dans le système actuel que constitue l'éducation supérieure. S'ils ont eu raison de pointer du doigt le gouvernement de Charest, de blâmer les universités qui ont demandé une injonction contre les manifestants, de sortir dans la rue pour appuyer le mouvement étudiant, ils ont eu tort de ne pas assez réfléchir sur la place bien involontairement paradoxale qu'ils peuvent occuper dans l'organisation universitaire actuelle et particulièrement dans le contexte des études supérieures.

Cette réflexion n'empêcherait pas les professeurs de se battre aux côtés des étudiants. Au contraire... Mais elle devrait néanmoins être menée sérieusement afin de ne pas laisser le système d'éducation actuel tel qu'il est : une course aux subventions, une fragmentation des forces intellectuelles, un effacement du travail solitaire qui va étonnamment de pair avec une disparition de la collégialité au profit de regroupements dans des centres de recherche, où il est question d'administrer et d'orienter les savoirs afin que ceux-ci soient toujours plus subventionnés et justifiables devant la société. La connaissance est alors prise dans la logique d'une « valeur » calculable, alors même que les étudiants et les enseignants s'opposent à la marchandisation du savoir.

LA PENSÉE « SUBVENTIONNABLE »

Comment peut-on, de façon cohérente, affirmer que les droits de scolarité doivent être gelés, que le savoir n'est pas une question d'argent, alors que les fondements mêmes de la recherche et de la diffusion des connaissances reposent en ce moment sur la valeur des subventions octroyées aux professeurs et sur la capacité des universités à créer des lieux susceptibles de générer et de gérer de l'argent ?

À l'heure actuelle, celui ou celle qui voudrait venir à l'université faire un travail qui s'opposerait à ce diktat de « trouver des ressources » pour ses recherches ne ferait pas long feu dans l'institution. La carrière d'un professeur, quel que soit son domaine, ne repose-t-elle pas sur sa capacité à produire des projets « subventionnables » ? Le système de promotion au sein des institutions n'implique-t-il pas la capacité du chercheur à décrocher des subventions ? Les professeurs n'ont-ils pas accepté cette « réalité », sans beaucoup se plaindre, participant ainsi à leur propre misère, à leur propre humiliation ? Ils seront étonnés bientôt, sans comprendre que leur acceptation du jeu des subventions les aura conduits là, quand on leur retirera le droit à la permanence dans leur travail, permanence qui pourrait pour la société être synonyme de paresse et de non-rentabilité des universitaires, alors qu'elle préserve un droit nécessaire pour beaucoup à travailler de façon plus libre, plus lente, sans se plier de manière trop marquée aux modes et aux impératifs sociaux.

Dans le contexte actuel, devenir professeur agrégé implique trop souvent l'octroi d'un montant d'argent par un organisme qui « promeut » la recherche. Mes jeunes collègues se trouvent accablés de travail et arrivent à produire en cinq ans des *curriculum vitæ* fort impressionnants, dignes, sur papier, de ceux des professeurs titulaires. Cet appel à la productivité et à la rentabilité des savoirs est-il bon pour la pensée ? Je n'en suis pas persuadée. Lors d'entrevues avec des candidats à des

postes, les professeurs sont parfois surpris d'entendre des échos entre les recherches des chercheurs en lice qui sont tous affiliés d'une façon ou d'une autre à des centres de recherche développant les mêmes idées, les mêmes auteurs, en partenariat. Quelle originalité peut, dans ces conditions, réellement exister ? À quelle uniformité de la pensée et de la recherche nous condamnons-nous, au nom du développement des « secteurs de pointe » ?

Comment résister à cette logique infernale qui veut que tout professeur qui se respecte en passe par les demandes de reconnaissance financière de son travail, reconnaissance que le salaire très respectable ne semble pas donner ? Pourquoi ?

Dans un monde où la recherche en lettres, en arts et même en sciences humaines a peu d'impact immédiat, où les articles savants seraient lus par une dizaine de spécialistes, l'argent — et le pouvoir non seulement réel mais aussi symbolique qu'il donne — permet aux universitaires d'oublier le peu de place qu'ils peuvent prendre dans le social. Il est presque impossible à un professeur de ne pas faire de demandes de subvention, ne serait-ce que pour pouvoir financer une partie des études de ses propres étudiants ou pour se faire croire que sa recherche a un quelconque impact à court terme. Le travail de longue haleine, qui n'aura pas de résultats tangibles d'ici trois ou cinq ans et qui ne peut, selon les mots des organismes qui donnent les subventions, permettre de transferts de connaissance, ne « vaut » pas grand-chose et reste le fait de quelques hurluberlus ou de quelques professeurs âgés qui se sont mal adaptés à la « nouvelle structure universitaire » et qui croient encore à l'« œuvre d'une vie »... Ceci n'est pas sans créer une animosité entre les générations de professeurs. Les « vieux » en voie de disparition, ceux qui ont été « privilégiés » par le système en « produisant peu », deviennent la risée des jeunes productifs qui sont tombés dans le chaudron à subvention dès leurs études de maîtrise. Le savoir est devenu quelque chose qui ne demande plus des compétences à travers lesquelles la lenteur pourrait être privilégiée. La recherche n'a qu'une vitesse, celle de l'accélération. L'université — et particulièrement dans le domaine des sciences plus « molles » qui ont toujours à se légitimer devant une population peu encline à la pensée et à la spéculation — justifie son existence par cette productivité à court et moyen terme, qui doit donner des résultats, comme l'affirment les rapports de recherche. Pourquoi le modèle scientifique d'une connaissance pratique et rentable est-il devenu pour toutes les disciplines le seul modèle ? Est-ce parce que certaines disciplines ne savent plus comment se justifier socialement ?

L'UNIVERSITAIRE N'A PAS À JUSTIFIER SON EXISTENCE

La lenteur est parfois essentielle à la recherche ou à la réflexion. Écrire un livre ou faire un article n'est pas toujours un travail facile qui peut être mené rondement. Il y a dans toute activité de l'esprit l'idée de la perte (parfois de temps), la notion d'errance, à travers de fausses hypothèses, de recherches infructueuses. On ne peut pas être simplement, en matière de l'esprit, dans la logique du gain. Cette dépense de soi parfois un peu en vain ne peut aller de pair avec le discours actuel sur la rentabilité de la recherche.

Il faut le rappeler : *l'universitaire n'a pas à légitimer son existence sociale en produisant sans cesse ou en prouvant qu'il peut être subventionné*. Adorno avait vu clair dans l'ouverture de *Minima Moralia*. Il expliquait combien le fils de famille aisée fait l'objet d'une méfiance quand il « choisit l'une de ces professions qu'on appelle intellectuelles dans les arts ou les lettres ». Sa présence dans le monde lettré, monde qui est depuis longtemps déjà, au moment de l'écriture de *Minima Moralia*, devenu pratique, le rend suspect aux yeux de ses collègues. En effet, son indépendance matérielle ne fait pas de lui un « professionnel », un spécialiste, qui serait dans la nécessité de travailler... Il n'est pas engagé de façon vitale dans la sectorisation de la pensée intellectuelle, dans le découpage de la recherche qui permet d'avoir accès à une part du gâteau symbolique du savoir. Il fait signe au caractère gratuit et non nécessaire socialement de la pensée. Le fils de famille aisée qui a choisi les lettres pourrait peut-être mépriser la course à l'argent qui se joue dans les universités et devient en ce sens l'ennemi du système quand il ne devient pas encore plus professionnel que ses collègues pour prouver que lui aussi peut « valoir quelque chose » dans le marché du savoir.

Dans les conditions actuelles qui encouragent le cynisme, si plusieurs professeurs se méfient depuis longtemps de ces courses à l'argent qu'ils voient devenir la norme, il leur reste peu de liberté pour ne pas se joindre à ce mouvement général. En effet, ils comprennent que leur éventuel retrait de ce monde mercantile ne ferait que les pénaliser devant leurs patrons, leurs étudiants et la société.

La société voudrait une réponse claire à la question : que vaut le savoir ? À cela, il faudrait avoir le courage de répondre que le savoir ne vaut pas beaucoup et que c'est bien ainsi. Le ressentiment qu'ont les professeurs d'université de ne pas être payés autant que des médecins ou des avocats, alors qu'ils ont fait des études très longues, ne doit pas les pousser à prouver à tout prix qu'ils « valent » malgré tout quelque chose.

LE SOUPÇON NÉCESSAIRE DE L'UNIVERSITAIRE ENVERS LUI-MÊME

En 1972, Deleuze et Foucault publient un entretien qu'ils mènent sur la place des intellectuels dans le système de pouvoir. Foucault affirme que le discours de l'intellectuel a toujours été de produire une certaine vérité qu'il découvrait dans les

rappports politiques, alors que les autres citoyens avaient plus de mal à cerner cette vérité. Cette position d'éclaireur, qui n'a pas été pensée sans un certain romantisme, faisait en sorte que l'intellectuel « *disait le vrai à ceux qui ne le voyaient pas encore et au nom de ceux qui ne pouvaient pas le dire* ». Or pour Foucault, après Mai 68, les intellectuels sont en quelque sorte devenus moins importants puisque les masses n'ont pas besoin d'eux pour savoir ou pour dire leur exploitation. Les intellectuels doivent au contraire lutter contre les formes de pouvoir dont ils sont l'objet et surtout l'instrument. Nous ne sommes peut-être pas tout à fait parvenus à une société post 68. Un recul s'est peut-être effectué et les intellectuels continuent à pouvoir remplir une bien, bien modeste fonction d'éclaireur... Mais Foucault a tout de même raison d'avancer que le pouvoir insidieux fait en sorte que les intellectuels participent malgré eux à la cohérence des systèmes de pouvoir actuels. À titre d'exemple, je dirais que beaucoup de professeurs d'université ont critiqué (certes à juste titre) les nouvelles politiques de l'organisme de développement de la recherche canadien, le CRSH (Conseil de recherches en sciences humaines), qui privilégie les travaux sur la sécurité publique. Cette paranoïa envers toute forme imaginaire ou réelle de terrorisme qui fonde à l'heure actuelle les gouvernements occidentaux doit être dénoncée. Le monde universitaire a de quoi être outré par cette orientation donnée à la recherche, mais il oublie, dans son indignation, que la base même de la recherche subventionnée au Canada et au Québec est, qu'on le veuille ou non, un contrôle politique plus ou moins manifeste et que la liberté et l'autonomie de la pensée sont déjà en quelque sorte réduites, gérées et manipulées par les instances gouvernementales qui octroient les subventions, par l'intermédiaire bien utile des pairs. La recherche est depuis longtemps prise dans un système de sanctions et de récompenses financières (et on oublie combien cela peut être dangereux et donne lieu à des positions souvent très conservatrices qui, sous des couvertures de mode et de nécessité, sont présentées comme nouvelles). Les professeurs ont accepté tout à fait de bonne foi le mode de subventions en pensant ainsi aider les étudiants. Or cette manière qu'ont les professeurs de devenir des entreprises gérées n'est pas insignifiante politiquement. Elle participe de la structure des systèmes gouvernementaux qui visent à affaiblir le pouvoir des professeurs, lesquels se trouvent à ne plus penser qu'aux moyens d'être toujours plus subventionnés.

REPENSER LA RECHERCHE

Comme je l'ai déjà écrit à maintes occasions, il est nécessaire d'affirmer collectivement que la recherche n'a pas toujours à être financée à grands coups de dollars. Certaines disciplines (et là il faut, évidemment, faire des distinctions) se voient encore « prises » dans du travail solitaire qui n'exige pas d'énormes infrastructures, ni une demi-douzaine d'étudiants-chercheurs. Certaines disciplines pourraient avoir le courage d'affirmer qu'elles sont moins dans la « recherche » que d'autres, même si je crois que l'ensemble du domaine du savoir doit repenser simplement et humblement son rapport à l'argent...

Pour les intellectuels, cette manière de voir le mal loin d'eux, dans des politiques gouvernementales très et trop évidentes, renvoie à une idée de l'intellectuel assez ancienne qui ne tient pas compte de la façon dont les chercheurs de nos jours se trouvent en quelque sorte forcés de pactiser avec le pouvoir. C'est la logique de la valeur commerciale du savoir qu'il faut ici dénoncer de façon vive et je ne sais si les professeurs d'université ont réellement envie de prendre une position forte et surtout cohérente sur cette question. Les professeurs savent s'indigner devant les coupures que fait Harper dans les subventions de recherche. Il est bien sûr que si l'argent n'est pas redistribué, ces coupures veulent simplement signifier et signer la fin de l'université. Pourtant, tout en continuant à dénoncer Harper, les professeurs doivent aussi ne pas oublier de faire leur autocritique.

Chacun aura envie d'y aller de la défense de la « valeur » de ses propres recherches et de la capacité de résistance de ses travaux. En fait, il serait vain de nier que des formes de rébellion ne puissent pas naître dans ces accommodements plus ou moins importants avec les instances de reconnaissance. Je suis persuadée qu'il y a mille moyens de faire en sorte que les fonds publics continuent de produire des recherches riches... en idées. Néanmoins, la place des intellectuels dans notre société ne doit certes pas se résumer à détester Charest et Harper (qui sont de façon bien évidente peu aimables) ou encore de pactiser joyeusement avec des gouvernements plus à gauche. Il n'y aurait pas là grand défi. La position des intellectuels doit relever d'une méfiance face aux capacités réelles des chercheurs et penseurs à réfléchir hors du système qui leur dicte, malgré tout, comment et à quoi penser pour que cela rapporte. Ils doivent s'autoriser la dissonance et pouvoir travailler à l'extérieur des instances de regroupement qui leur sont permises. C'est là où les théories mises en place par ceux qui font de la recherche doivent être une pratique réellement audacieuse et non une simple façon de recevoir de l'argent du FQRSC (Fonds de recherche du Québec — Société et culture) ou du CRSH.

Cela a bien sûr quelque incidence sur le rapport que les professeurs peuvent entretenir avec la lutte contre la hausse des droits de scolarité. L'université et ses membres doivent repenser la distribution de l'argent qui leur est octroyé et les professeurs ont le devoir de ne pas fuir cette réflexion qui demande un vrai changement de cap dans la recherche à l'intérieur de beaucoup de domaines.

Le savoir pourrait être un peu plus gratuit...

C'est bien ce que nous souhaitons tous, non ?